

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 10 avril 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux mesures transitoires nécessaires à l'application des articles 61 et 62 de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif et portant sur l'admission des militaires du cadre temporaire comme militaire de carrière ou de complément", a donné le 17 avril 1991 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 10 april 1991 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de overgangsmaatregelen die vereist zijn voor de toepassing van de artikelen 61 en 62 van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader en houdende de aanvaarding van de militairen van het tijdelijk kader als beroeps- of aanvulingsmilitair", heeft op 17 april 1991 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif à l'admission à titre transitoire des militaires du cadre temporaire comme militaire de carrière ou de complément".

PREAMBULE.

1. La loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée ne constitue pas le fondement légal du projet.

L'alinéa 1er doit dès lors être omis.

2. A la suite de l'alinéa 2, il convient d'ajouter un alinéa rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 18 février 1991 mettant en vigueur certaines dispositions de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, notamment l'article 1er, 1E".

.../...

DISPOSITIF.Article 1er.

De l'accord de l'officier délégué, cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le présent chapitre s'applique aux militaires du cadre temporaire qui sont dans les conditions suivantes :

1E être en service le 1er janvier 1991;

2Eêtre entré en service dans leur catégorie de personnel avant le 1er janvier 1987;

3Eavoir au moins quatre ans de service dans la catégorie de personnel visée au 2E".

Article 3

1. Le paragraphe 1er de l'article 3 devrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

§ 1er. Afin de se porter candidat et de participer aux épreuves de passage, tout militaire visé à l'article 1er peut souscrire un rengagement de deux ans aux conditions suivantes :

.../...

1Epar l'effet du rengagement de l'intéressé, la durée maximale de dix ans de service dans sa catégorie de personnel ne sera pas dépassée;

2El'intéressé doit, au moment de la signature de son rengagement, poser sa candidature à un passage en 1991 et à un passage en 1992.

Pour les officiers temporaires qui souhaitent passer dans la catégorie des officiers de complément, la durée du rengagement peut être de trois ans, si une telle durée est nécessaire pour qu'un tel passage soit autorisé".

2. Le paragraphe 2 doit être rédigé sur le modèle proposé pour le paragraphe 1er.

3. Le paragraphe 3 devrait être rédigé comme suit :

"Tout militaire visé à l'article 1er qui s'est classé en ordre utile en 1990, en 1991 ou 1992 aux épreuves de passage de militaire temporaire à officier ou sous-officier de carrière, peut souscrire un rengagement d'un an en vue de suivre la formation complémentaire prévue pour ce passage, pour autant que, par l'effet de ce rengagement, la durée maximale de dix ans de service dans sa catégorie de personnel ne soit pas dépassée".

Article 4.

De l'acord de l'officier délégué, cet article doit être rédigé comme suit :

.../...

"Article 4.-

Le présent chapitre s'applique aux militaires du cadre temporaire qui remplissent les conditions suivantes :

1E être en service le 1er janvier 1991;

2Eêtre entré en service dans leur catégorie de personnel soit après le 1er janvier 1987, soit avant le 1er janvier 1987, mais sans avoir 4 ans de service dans leur catégorie de personnel".

Article 5.

De l'accord de l'officier délégué, cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Tout militaire du cadre temporaire visé à l'article 4 peut être admis d'office comme militaire de complément de sa catégorie de personnel s'il remplit les conditions suivantes :

1Eavoir effectué au moins quatre années de service actif depuis son entrée en service comme candidat militaire temporaire de sa catégorie de personnel;

2E... (comme au projet);

3Eavoir réussi l'épreuve professionnelle prévue à l'article 9 et, le cas échéant, l'épreuve linguistique prévue aux articles 6 ou 7 suivant la catégorie de personnel à laquelle il appartient".

Article 8.

Le paragraphe 2 de l'article 8 paraît superflu et peut être omis.

Article 9.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas, chaque paragraphe ne comportant qu'un alinéa.

Cette observation vaut pour les articles 12, 13, 14 et 15.

2. Le paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, doit, de l'accord de l'officier délégué, être rédigé comme suit :

"Le Ministre de la Défense nationale fixe la matière, les modalités d'organisation ainsi que les règles de notation de l'épreuve".

3. Le paragraphe 5, devenant l'alinéa 5, in fine, devrait être rédigé comme suit :

"... au plus tôt et au plus tard avant la fin de la session d'examen visée à l'article 10".

Article 10.

1. Le paragraphe 1er de l'article 10 serait mieux rédigé comme suit :

"Les sessions d'examen ont une durée d'un an, dont le Ministre de la Défense nationale fixe le début et la fin.

Il est organisé des sessions d'examen aussi longtemps qu'il y a des militaires du cadre temporaire qui sont dans les conditions pour y participer".

2. Au début du paragraphe 2, les mots "Sont dans les conditions pour participer et" sont superflus et doivent être omis.

La phrase introductive du texte néerlandais devrait être rédigée comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Au 1E, il faut écrire :

"à la date où prend cours une session annuelle, ..." (la suite comme au projet).

Le texte néerlandais du 2E devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Au 3E, il faut écrire :

"à la suite de leur rengagement en cours ou d'un rengagement autorisé, peuvent rester en service ou sont tenus de servir jusqu'à la fin de la session d'examen".

3. Au paragraphe 3, il y a une discordance entre les textes français et néerlandais. Dans le texte français, il est stipulé "ayant échoué à cette épreuve", tandis que le texte néerlandais énonce "gezakt voor die zitting".

Article 11.

Au paragraphe 1er, il faut écrire :

"... qui décide, selon les normes prévues à l'article 9, si un militaire temporaire a réussi l'épreuve de passage".

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il faut écrire :

"... et n'a pas encore participé à deux sessions d'examens".

Chapitre III.

L'intitulé de ce chapitre doit être rédigé comme suit :

"Mesures transitoires particulières".

Article 14.

1. Pour éviter une longue périphrase, mieux vaut écrire au début du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er :

"Le candidat officier du cadre temporaire qui, après le 1er janvier 1991, perd sa qualité ..." (la suite comme au projet).

La même observation vaut pour le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, ainsi que pour l'article 15, §§ 1er et 2, devenant les alinéas 1er et 2.

Au même paragraphe 1er, in fine, il faut écrire :

"..., bénéficiaire de l'application des articles 61 ou 62 de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif en qualité de : ...".

Pour respecter la concordance des temps, les verbes doivent, dans le texte français, être mis au passé composé.

2. A la fin du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il faut écrire :

"... peut, à sa demande, bénéficier de l'application des articles 61 ou 62 de la même loi en qualité de volontaire temporaire".

3. Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"L'application soit de l'article 61, soit de l'article 62 de la même loi dépend de la date du premier engagement, après laquelle l'intéressé a été en service de façon ininterrompue".

Article 15.

Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, il faut écrire :

"... soit volontaire temporaire, mais ne peut être réintégré comme ...".

A la fin du même paragraphe, il faut remplacer les mots "de l'article précité" par les mots "de cet article 61".

La même observation vaut pour la fin du paragraphe 2, devenant alinéa 2.

Par ailleurs, dans ce paragraphe 2, il faut écrire :

"... était volontaire temporaire, mais ne peut être réintégré ...".

Article 16.

Les arrêtés dont l'article 16 porte abrogation doivent rester en vigueur tant qu'il y aura des militaires temporaires.

La disposition abrogatoire est, dès lors, prématurée et doit être omise du présent arrêté.

Article 17 (devenant
l'article 16).

L'article 17 doit être rédigé comme suit :

"Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991".

OPSCHRIFT.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit betreffende het voorlopig opnemen van de militairen van het tijdelijk kader als beroeps- of aanvullingsmilitair".

AANHEF.

1. De wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

Het eerste lid dient derhalve te vervallen.

2. Na het tweede lid moet er een lid worden toegevoegd dat als volgt luidt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 18 februari 1991 tot inwerkingstelling van sommige bepalingen van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op artikel 1, 1E".

BEPALEND GEDEELTE.

.../...

Artikel 1.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat dit artikel als volgt moet worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

Dit hoofdstuk is toepasselijk op de militairen van het tijdelijk kader die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1Ein dienst zijn op 1 januari 1991;

2Evo, 'o, 'r 1 januari 1987 in hun personeelscategorie in dienst zijn getreden;

3Eten minste vier jaar dienst hebben in de in 2E bedoelde personeelscategorie".

Artikel 3.

1. Paragraaf 1 van artikel 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

§ 1. Iedere in artikel 1 bedoelde militair kan met het oog op zijn kandidaatstelling en deelneming aan de overgangsexamens een wederdienstneming van twee jaar aangaan op de volgende voorwaarden :

.../...

1Ede betrokkene mag door zijn wederdienstneming de maximum-tijdsduur van tien jaar dienst in zijn personeelscategorie niet overschrijden;

2Ede betrokkene moet zich op het ogenblik dat hij zijn wederdienstneming ondertekent kandidaat stellen voor een overgang in 1991 en een overgang in 1992.

Voor de tijdelijke officieren die willen overgaan naar de categorie van de aanvullingsofficieren kan de wederdienstnemingstijd drie jaar bedragen indien die tijdsduur nodig is wil een dergelijke overgang worden toegestaan".

2. Paragraaf 2 behoort te worden geredigeerd overeenkomstig het model dat voor paragraaf 1 is voorgesteld.

3. Paragraaf 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Iedere in artikel 1 bedoelde militair die in 1990, 1991 en 1992 na afloop van de examens voor de overgang van tijdelijk militair tot beroepsofficier of -onderofficier in aanmerking komt, kan een wederdienstneming aangaan voor een jaar ten einde de aanvullende opleiding te volgen die voor die overgang is voorgeschreven, voor zover de maximumtijdsduur van tien jaar dienst in zijn personeelscategorie door die wederdienstneming niet wordt overschreden".

Artikel 4.

.../...

De gemachtigde officier is het ermee eens dat dit artikel als volgt moet worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

Dit hoofdstuk is toepasselijk op de militairen van het tijdelijk kader die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1Ein dienst zijn op 1 januari 1991;

2Ein dienst zijn getreden in hun personeelscategorie na 1 januari 1987, of vo, 'o, 'r 1 januari 1987, zonder evenwel vier jaar dienst te hebben in hun personeelscategorie".

Artikel 5.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat dit artikel als volgt moet worden geredigeerd :

"Artikel 5.-

Iedere in artikel 4 bedoelde militair van het tijdelijk kader kan van ambtswege als aanvullingsmilitair van zijn personeelscategorie worden opgenomen indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1Eten minste vier jaar werkelijke dienst hebben vervuld sedert hij als kandidaat-tijdelijk militair van zijn personeelscategorie in dienst is getreden;

2Evo, 'o, 'r het einde van ... (voorts zoals in het ontwerp);

.../...

3Egeslaagd zijn voor het in artikel 9 bedoelde vakexamen en, in voorkomend geval, voor het in de artikelen 6 of 7 bedoelde taalexamen naar gelang van de personeelscategorie waartoe hij behoort".

Artikel 8.

Paragraaf 2 van artikel 8 lijkt overbodig en kan vervallen.

Artikel 9.

1. Er is geen reden om het artikel in paragrafen in te delen daar iedere paragraaf slechts één lid bevat.

Die opmerking geldt voor de artikelen 12, 13, 14 en 15.

2. De gemachtigde officier is het ermee eens dat paragraaf 3, die het derde lid wordt, als volgt moet worden geredigeerd :

"De Minister van Landsverdediging stelt de examenstof, de wijze waarop het examen wordt georganiseerd en de regels voor de beoordeling van het examen vast".

3. Paragraaf 5, die het vijfde lid wordt, zou aan het slot als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"... op zijn vroegst na één maand en uiterlijk vo,'o,'r het einde van de in artikel 10 bedoelde examenperiode".

Artikel 10.

1. Het zou beter zijn paragraaf 1 van artikel 10 als volgt te redigeren :

"De examenperiodes duren een jaar, waarvan de Minister van Landsverdediging het begin en het einde vaststelt.

Er worden examenperiodes georganiseerd zolang er militairen van het tijdelijk kader zijn die de voorwaarden vervullen om eraan deel te nemen".

2. Aan het begin van paragraaf 2 zijn de woorden "Zijn in de voorwaarden en ... om deel te nemen" overbodig en moeten vervallen.

De inleidende volzin zou als volgt gesteld moeten worden :

"Voor de jaarlijkse examenperiode bedoeld in § 1 worden van ambtswege ingeschreven de tijdelijke militairen bedoeld in artikel 4 die :".

In 1E dient te worden geschreven :

.../...

"op de datum waarop een jaarlijkse examenperiode aanvangt ..."
(voorts zoals in het ontwerp).

In 2E dient te worden geschreven : "... een examenperiode" in plaats van "een examenzitting". Deze opmerking geldt ook voor de overige artikelen waar de term "examenzitting" wordt gebruikt.

In 3E dient te worden geschreven :

"ten gevolge van hun lopende wederdienstneming of van een toegestane wederdienstneming in dienst kunnen blijven of gehouden zijn om tot aan het einde van de examenperiode te dienen".

3. In paragraaf 3 is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst. In de Nederlandse tekst is sprake van "gezakt voor die zitting", in de Franse tekst van "ayant échoué à cette épreuve".

Artikel 11.

In paragraaf 1 dient te worden geschreven :

"... die volgens de normen vastgesteld in artikel 9 beslist of een tijdelijk militair geslaagd is voor het overgangsexamen".

In paragraaf 2 behoort de term "aangeduid" te worden vervangen door de term "aangewezen".

.../...

Artikel 12.

Paragraaf 1 zou als volgt gesteld moeten worden :

"§ 1. De tijdelijke officier wordt zodra hij aan de voorwaarden van artikel 5 voldoet uiterlijk aan het einde van de lopende examenzitting opgenomen als aanvullingsofficier van zijn personeelscategorie".

Aan het begin van paragraaf 2 schrijve men : "Over de opneming als aanvullingsofficier wordt ...".

Artikel 13.

In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men :

"... mag een wederdienstneming aangaan voor ... (voorts zoals in het ontwerp).

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, dient te worden geschreven : "... en nog niet heeft deelgenomen aan twee examenperiodes".

Hoofdstuk III.

.../...

Het opschrift van dat hoofdstuk dient aldus te worden gesteld :

"Bijzondere overgangsmaatregelen".

Artikel 14.

1. Om een lange omschrijving te vermijden is het beter aan het begin van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, te schrijven :

"De kandidaat-officier van het tijdelijk kader die na 1 januari 1991 zijn hoedanigheid van ..." (voorts zoals in het ontwerp).

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2, die het tweede lid wordt, alsook voor artikel 15, §§ 1 en 2, die het eerste en het tweede lid worden.

In dezelfde paragraaf 1 schrijve men in fine :

"..., in aanmerking komen voor de toepassing van de artikelen 61 of 62 van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader in de hoedanigheid van : ...".

Ter wille van de overeenstemming in tijd moeten de werkwoorden in de Franse tekst in de voltooid tegenwoordige tijd worden vervoegd.

2. Aan het slot van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men :

.../...

"... kan, op zijn aanvraag, in aanmerking komen voor de toepassing van de artikelen 61 of 62 van dezelfde wet, in de hoedanigheid van tijdelijk vrijwilliger".

3. Paragraaf 3 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De toepassing van ofwel artikel 61, ofwel artikel 62 van dezelfde wet, hangt af van de datum van de eerste dienstneming waarna de belanghebbende ononderbroken in dienst is geweest".

Artikel 15.

In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijven men :

"... en alvorens deze diensten aan te vatten hetzij tijdelijk onderofficier, hetzij kandidaat-tijdelijk onderofficier, hetzij tijdelijk vrijwilliger was, maar die niet als beroepsonderofficier, kandidaat-beroepsonderofficier of beroepsvrijwilliger wederopgenomen kan worden kan, in die oorspronkelijke hoedanigheid, tot het beloop van ...".

Aan het slot van dezelfde paragraaf moeten de woorden "van voornoemd artikel" worden vervangen door de woorden "van dat artikel 61".

Dezelfde opmerking geldt voor het slot van paragraaf 2, die het tweede lid wordt.

Bovendien schrijve men in die paragraaf 2 :

"... en alvorens deze diensten aan te vatten tijdelijk vrijwilliger was, maar die niet als beroepsvrijwilliger wederopgenomen kan worden kan, in die oorspronkelijke hoedanigheid, tot het beloop van ...".

Artikel 16.

De besluiten waarvan artikel 16 in de opheffing voorziet, moeten in werking blijven zolang er tijdelijke militairen zijn.

De opheffingsbepaling komt bijgevolg te vroeg en moet uit het onderhavige besluit worden weggelaten.

Artikel 17 (dat artikel 16 wordt).

Artikel 17 moet worden geredigeerd als volgt :

"Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 1991".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

M. HANOTIAU,
M. LEROY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

M. FAUCONIER,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-referendaris.

La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J.-F. NEURAY, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. FAUCONIER.

C.-L. CLOSSET.